Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



n° 91
p.a.f. 0,80 € - mai 2019

Des milliards pour Notre-Dame, l'austérité pour les misérables

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Première image d'un trou noir: la science est sans frontières !

Une équipe d'astronomes a dévoilé mercredi 10 avril la première image jamais obtenue d'un trou noir, situé au centre d'une autre galaxie, à une distance de 50 millions d'années-lumière.

L'image montre un halo brillant autour du trou noir qui, lui, n'est pas visible, puisque c'est un objet tellement massif et dense que la lumière ne peut pas s'en échapper. Mais en attirant toute la matière autour de lui, le trou noir l'échauffe et la rend visible. On voit donc un anneau avec une forme bien particulière liée aux conditions extrêmes qui règnent autour du trou noir, qui courbent les rayons lumineux.

Cette première est très importante pour les scientifiques, car les trous noirs restent des objets très mystérieux et donnent accès à des conditions impossibles à reproduire dans des laboratoires.

C'est grâce à la collaboration pendant des années d'une soixantaine d'équipes de vingt pays, au travail en commun de 200 chercheurs et des équipes indispensables qui les entourent, que ce projet a pu aboutir. Il a fallu imaginer un dispositif aussi précis qu'une lunette permettant de lire un journal à New York depuis Paris. On l'a réalisé en synchronisant avec une précision extrême un réseau de huit observatoires répartis sur quatre continents, en Arizona, au Chili, en Espagne, au Mexique, à Hawaï et jusqu'au Pôle Sud, formant ainsi une sorte de télescope géant à l'échelle de la Terre. Il a fallu stocker les données dans des piles de disques durs spéciaux pour les transporter en avion, la quantité d'informations nécessaire à la fabrication de l'image étant bien trop volumineuse pour passer par les câbles d'Internet.

Les réseaux sociaux ont donné à la découverte le visage de Katie Bouman, jeune scientifique enthousiaste, auteure d'un des programmes informatiques ayant permis de construire l'image. On ne peut que partager sa joie devant un succès qui illustre la marche en avant de l'humanité, et donne un aperçu du monde sans frontières qui devrait être le nôtre aujourd'hui. Le capitalisme, avec l'argent et l'individualisme pour seul idéal, ses injustices et ses barbelés, n'en apparaît que plus choquant.



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

et sur facebook:

LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Le grand show des milliardaires à Notre-Dame

Voir Notre-Dame et l'œuvre des charpentiers du Moyen Âge partir en flammes, ça fait mal au cœur. Mais voir la grande messe nationaliste qui a suivi et la mise en scène de la prétendue générosité de la grande bourgeoisie moyennant une pluie de centaines de millions, c'était simplement écœurant.

En deux nuits, une poignée de grands bourgeois, les Arnault, Pinault ou Bettencourt, a mis près d'un milliard d'euros sur la table pour reconstruire Notre-Dame de Paris.

Ainsi les capitalistes, à les entendre toujours au bord de la catastrophe, incapables d'augmenter les salaires, voire contraints de licencier, obligés de choisir leur domicile en Suisse ou en Belgique pour ne pas se voir « étranglés » par les impôts, peuvent trouver des centaines de millions en un claquement de doigts.

En plus, ces dons n'en sont peut-être pas vraiment. Déductibles des impôts à 66%, voire à 90%, ce sont les contribuables qui financeraient la reconstruction… si le show est vraiment suivi d'actes.

Certes, face à l'indignation, certains ont annoncé vouloir renoncer à la déductibilité, d'autres que la déductibilité ne s'appliquait pas sur leur don…mais l'opération de publicité sera tout aussi profitable. On pourra lire les noms des « généreux donateurs » sur les bâches du chantier, dans les reportages des télévisions du monde entier, dans toutes les boutiques des aéroports des cinq continents. Leurs services comptables ont déjà évalué les retombées de cette campagne publicitaire mondiale.

Ainsi, la grande opération d'urgence nationale de Macron censée unir toute la nation derrière la reconstruction de l'édifice emblématique, a surtout révélé le profond clivage qui traverse la France comme tous les pays : d'un côté la poignée de grandes fortunes qui possèdent les grandes entreprises et les banques et qui accumulent des milliards, de l'autre la grande majorité qui doit travailler pour gagner un salaire souvent insuffisant et qui s'appauvrit.

Depuis cinq mois, les manifestations des gilets jaunes témoignent de l'urgence d'augmenter les salaires, pensions et allocations. Depuis plusieurs mois aussi, des grèves dans les hôpitaux et les maisons de repos témoignent de l'urgence de refinancer ces structures et d'y embaucher. Il y a 200 000 sans-abris en France qui attendent un toit bien plus simple à construire que celui de Notre-Dame…

Alors, la moindre des choses aurait été que les classes populaires aient leur mot à dire pour déterminer quelle action de l'État était la plus urgente. Mais quand les Macron et ses homologues dans les autres pays parlent de « nation » et d'unité, cela signifie toujours qu'ils veulent voir les classes populaires se taire et se mettre en rang derrière la bourgeoisie.

En fait, la société a les moyens et pour financer les besoins collectifs et pour reconstruire et entretenir correctement les grands monuments de l'humanité.

Si ce n'est pas le cas aujourd'hui, si les fins de mois arrivent toujours plus tôt, si le chômage pèse sur toutes les familles de travailleurs, si les services publics sont délabrés, c'est justement pour gaver cette poignée de multimilliardaires !

Car c'est notre misère qui fait leurs richesses ! Ainsi, Arnault, pour ne donner qu'un exemple, fait partie de ces actionnaires de Carrefour qui se sont distribués 350 millions d'euros de dividendes, tout en annonçant une nouvelle vague de suppressions d'emplois en France.

Oxfam a révélé en janvier que les 26 plus riches milliardaires au monde (dont Arnault et Bettencourt) possèdent autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Et la fortune de ces 26 a augmenté de 900 milliards de dollars en un an, soit l'équivalent de deux fois le PIB belge (l'ensemble des richesses créées en un an) ou 2,5 milliards par jour !

Et bien sûr, en Belgique, nous avons les nôtres, même s'ils préfèrent largement vivre à l'ombre. Ainsi, 6 familles, dont Vandamme (AB Inbev), Spoelberch et de Mevius (AB Inbev), Frère et Colruyt, possèdent à elles seules au moins 50 milliards d'euros.

Oui, pour changer notre sort, il faut se préparer à aller chercher l'argent là où il est, et en fin de compte exproprier cette classe de parasites !

Les travailleurs en ont les moyens, parce que c'est justement leur travail qui génère ces richesses. Les Arnault, Spoelberch et compagnie sont le passé. Ils finiront comme les rois de Versailles, balayés par une puissante révolution. Un de ces jours, l'étalage arrogant du butin qu'ils ont volé à la population, fera voler l'étincelle qui allumera l'incendie social.



Sur terre et dans les airs: sans les travailleurs, rien ne va !

Jeudi 4 avril, la grève spontanée des agents de sécurité de l'aéroport de Charleroi a provoqué une belle pagaille avec des milliers de passagers bloqués. Cela montre encore une fois que sans les travailleurs, rien ne va. Pour les agents de sécurité qui travaillent depuis des années en sous-effectif permanent, avec des horaires imprévisibles, sous le stress et avec des salaires bloqués, l'approche des départs en vacances annonce l'enfer pur et simple.

Ils demandent un payement correct de leurs heures de garde et du travail du week-end. Suite aux négociations entre le patronat des sociétés de gardiennage et les syndicats, l'annonce d'une prime unique de 300 à 600 euros a été reçue comme une insulte.

Bien entendu, la direction de l'aéroport a joué la surprise et l'indignation devant les voyageurs soi-disant « pris en otage ». Mais qui a signé le contrat avec Sécuritas, impliquant des salaires trop bas et de mauvaises conditions de travail, sinon la direction de l'aéroport elle-même ?

Les avions décollent grâce à toute une armée de travailleurs. Ils ont raison de vouloir être payés correctement !



Voyageurs pris en otage par la course aux profits

Skeyes : les contrôleurs ont raison !

Gérer le trafic aérien depuis des tours de contrôle en Allemagne, utiliser des contrôleurs de la Défense nationale, privatiser, imposer un service minimum : les patrons du secteur aérien et les politiciens à travers les médias font dans la surenchère pour intimider les travailleurs de Skeyes.

Ce qui les met en fureur ? Que ces travailleurs osent refuser de renoncer à leurs jours de repos pour combler le sous-effectif chronique. Les patrons du secteur aérien ont imposé la flexibilité à outrance à toutes les catégories, jusqu'aux pilotes, et ils ne peuvent tolérer que les contrôleurs leur tiennent tête.

Dans le monde

Carlos Ghosn: un contrôle s'impose

Carlos Ghosn, ex PDG de Renault est retourné en prison au Japon, accusé de détournements de fonds au dépend de Nissan. Par ailleurs, selon une enquête interne des dirigeants de Renault, il a fait payer, outre le château de Versailles pour son mariage, un yacht pour sa famille, des investissements dans l'entreprise de son fils, des frais liés à 4 jets privés, ceux de son divorce… et des cadeaux à des « amis » telle Rachida Dati, qui a touché 600 000 euros pour un travail dont personne n'a encore trouvé de trace.

Le tout pendant qu'il réduisait le « coût » salarial » en bloquant les salaires et en remplaçant des CDI par des contrats intérimaires…

Si les comptes des capitalistes étaient sous le contrôle de travailleurs, pas un euro n'aurait pu être ainsi détourné.



Etats-Unis : grève dans les super-marchés

A l'appel de leur syndicat, qui négociait un nouveau contrat de trois ans avec la direction de la chaîne de supermarchés Stop&Shop, 31 000 employés ont fait grève pendant 10 jours dans l'Etat américain de la Nouvelle-Angleterre.

Ils ne voulaient pas que les dimanches et jours fériés soient payés comme des jours ordinaires de travail, ni que leurs cotisations pour l'assurance-maladie augmentent. Bref, ils refusaient que leur paye baisse alors que la maison-mère de Stop&Shop avait réalisé 2 milliards de dollars de bénéfices l'an dernier.

Cette grève, la plus importante dans une entreprise privée depuis des années, s'est conclue par une victoire. La croissance de l'économie américaine, tant vantée par Trump, n'est que celle des profits de la bourgeoisie sur le dos des travailleurs. Mais cette grève montre qu'ils ne se laissent pas faire !

Supprimons les coûts... des actionnaires !

Face aux 240 millions d'euros d'économies annoncées par Proximus avec suppressions d'emplois à la clé, les syndicats ont proposé de baisser de 0,10 centimes le dividende qui est à 1,50 € par action, ce qui économiserait 105 millions.

En même temps, ils proposaient de rapatrier à Proximus des emplois sous-traités… Une « bonne idée » qui occasionnerait des licenciements seulement dans ces entreprises sous-traitantes !

Pourquoi ne pas réduire de 23 centimes le dividende par action ? Les 240 millions d'euros seraient immédiatement trouvés, sans toucher aux emplois !

Les propositions syndicales ont été balayées d'un revers de la main par l'assemblée des actionnaires et la CEO qui a expliqué que diminuer les dividendes et diminuer les coûts, ce n'est pas la même chose.

Moins pour les salariés et plus pour les actionnaires, c'est ça la logique inhumaine du capitalisme.

Ils rêvent la nuit...

Pieter Timmermans, représentant de la FEB, voudrait diminuer la durée de la nuit ! Comme cela est difficile… il se contenterait de diminuer la durée légale des heures de nuit. Pour lui, la nuit ne devrait commencer qu'à 24h et finir à 6h, au lieu de 20h et 8h comme actuellement dans la loi.

Une façon de se préparer à baisser les salaires de ceux qui sont obligés de travailler la nuit.

... de nous voir bosser gratuitement

En même temps, la FEB veut davantage de libertés pour les entreprises pour imposer le travail de nuit ou du weekend. Balayant d'un revers de main les innombrables études qui soulignent le caractère cancérigène du travail de nuit, et la réduction de l'espérance de vie de 5 à 10 ans de ceux qui travaillent de nuit.

Les patrons exploitent la peur du chômage pour tenter d'imposer des reculs qui nuisent à la santé et à la vie sociale des salariés.



Audi / VW - Forest

Le risque entrepreneurial

Les difficultés d'approvisionnement en batteries d'Audi sont désormais publiques. De nouvelles journées de chômage sont en vue.

Nous ne sommes pour rien dans la guerre commerciale autour des batteries, du lithium et du cobalt. Ce n'est pas à nous d'en faire les frais. Audi a les moyens pour continuer à payer tous les salaires même si la production baisse ou est à l'arrêt.

Se défendre ensemble !

Le nombre d'intérimaires à l'usine ne fait que croître. C'est ce que certains appellent une « bonne nouvelle pour l'emploi ». Mais pouvoir perdre son emploi à tout moment, parce que votre nez ne plaît pas au chef ou parce qu'on a le malheur d'attraper la grippe ou de ne pas courir assez vite, après quelques semaines, ça ressemble plus à un retour à l'esclavage qu'à une bonne nouvelle.

Il faut un CDI à tous ! Même si un CDI n'est pas une protection absolue face aux menaces de licenciements. En fait, la meilleure protection est la lutte et la solidarité pour l'embauche de tous les collègues !

Ça coince

Pour les jours chômés annoncés, les jeunes qui n'ont pas encore 312 jours de travail au compteur, n'auraient pas droit au chômage. Alors une baisse de la production de 20% signifie une baisse de salaire de 20%.

Pourtant, continuer à payer ces 20% de salaire à tout le monde, ce serait une cacahouète pour le groupe et ses actionnaires.

Mais justement, c'est comme avec les vieux distributeurs de cacahouètes : il faut les secouer un bon coup pour que ça sorte.

En couleur ou en noir et blanc

Dans les sites de la marque VW en Allemagne, les impressions papier en couleur sont désormais interdites pour cause d'économies. Ce sont des économies de bouts de chandelle, mais la direction veut surtout faire passer le message que la situation est grave, histoire de créer une ambiance qui permettrait de supprimer 7000 emplois.

Il n'y a pas besoin de couleur pour imprimer la revendication que les salariés ont à adresser à la direction : pas question de perdre son salaire dans une entreprise qui vient de distribuer 2,5 milliards d'euros à ses actionnaires !

23 avril 2019

Promesses avant, attaques après

Le Conseil Supérieurs des Finances évalue à 11,6 milliards € le montant des économies budgétaires à réaliser par le prochain gouvernement. Les politiciens du PS en campagne électorale promettent des pensions minimum à 1500 €, plus de crèches, plus de transport en commun, des baisses de taxes… Mais tous, ils connaissent le chiffre des 11,6 milliards, et ce n'est pas dans la poche des capitalises qu'ils iront les chercher.

Seule une puissante mobilisation des travailleurs pourra s'opposer aux attaques du prochain gouvernement.

Les illusionistes…



Le congrès pré-électoral du CDH a été tenu à Bruxelles et simultanément à Namur.

A Namur, c'était l'hologramme du président de parti Maxime Prévot qui promettait qu'avec le CDH on aura droit aux allocations de chômage, même quand on quitte soi-même son emploi.

L'hologramme n'a rien dit sur l'exigence patronale – bien réelle, elle – de limiter le chômage dans le temps.

Ce serait un moyen de plus pour les entreprises de se débarrasser des travailleurs que les patrons considèrent comme « pas assez rentables » en les poussant à partir « volontairement » après toutes sortes de pressions.

Combien de travailleurs partis « volontairement » se retrouveraient sans chômage après deux ans !

… et les perroquets du patronat

La N-VA en revanche, en fidèle voix du patronat (mon seul maître c'est la VOKA (le patronat flamand), avait dit De Wever), fait de la limitation des allocations de chômage son cheval de bataille. Parce qu'il faut lever tous les obstacles à l'emploi, disent-ils.

Bien-sûr, ce seraient les travailleurs réduits au chômage qui feraient « obstacle à l'emploi », et pas les entreprises riches à milliards qui suppriment des emplois à la pelle, comme BNP Paribas Fortis, Proximus, Bekaert, Unilever, ou encore l'Etat… !!!

Ce que veut la N-VA et le patronat derrière elle, c'est mettre la pression maximale sur les chômeurs pour les obliger à prendre n'importe quel emploi, même sous-payé, ce qui ferait baisser les salaires de tout le monde !

Lutte Ouvrière sera présente aux élections à la Chambre, dans le Hainaut. Suivez notre campagne sur notre site et notre page facebook. Vous voulez participer à la campagne ? Contactez-nous !

Les candidats de Lutte Ouvrière ne sont pas des politiciens professionnels, mais des travailleurs. Des travailleurs qui ne veulent pas se résigner à cette société où nous vivons de plus en plus mal, tandis que quelques milliardaires s'enrichissent toujours plus et que l'argent coule à flot sur les places boursières.

Lutte Ouvrière se présente sous le sigle communiste parce que le système capitaliste est au bout du rouleau. La recherche du profit, l'exploitation et la concurrence qui caractérisent ce système, sont la cause des inégalités, des crises, des guerres, de la destruction de la planète.

Mais les travailleurs ont le pouvoir de changer la société et de la mettre sur des bases meilleures, enfin humaines.

Car ce sont nous, les travailleurs, qui faisons tout dans cette société. Nous produisons les richesses, nous soignons les malades, nous apprenons aux jeunes à lire et à écrire, nous faisons rouler les trains et transportons les marchandises, nous nettoyons les toilettes et les rues, nous trouvons de nouveaux médicaments, nous faisons des découvertes… Oui, nous faisons tout et nous savons tout faire ! Alors, oui, collectivement nous avons la capacité aussi de diriger l'économie. Et nous le ferons bien mieux que les capitalistes dont le rôle se limite à empocher les bénéfices.

Alors votez pour votre propre camp et faites entendre le camp des travailleurs qui fait tout et n'exploite personne !

Travailleuses, travailleurs, ouvriers, employés, avec ou sans emploi, jeunes, pensionnés, …

Votez communiste

Votez Lutte Ouvrière

23 une liste de travailleurs

Contre le grand capital, le camp des travailleurs







Pour exprimer la colère des travailleurs qui font fonctionner toute la société et qui n'exploitent personne

Pour dire NON à ce système capitaliste où seul compte le profit et qui nous mène à la ruine

Réunion publique à Charleroi
18 mai à 18 heures
Maison des Huit Heures

Algérie : avec la démission de Bouteflika la mobilisation populaire a marqué un point !

Vendredi 5 avril, la 7ème manifestation hebdomadaire, la première après la démission de Bouteflika, a été au moins aussi nombreuse que les précédentes. Massivement les jeunes, les femmes, toute la population, a envahi les rues de toutes les villes, de l'Est à l'Ouest, et même aux portes du désert, dans les cités pétrolières.

C'est avec « Bouteflika dégage ! » qu'ont éclaté les premières manifestations en Algérie fin février 2019, quand Bouteflika a annoncé qu'il allait se représenter pour un cinquième mandat. Les manifestations n'ont fait que s'amplifier ensuite, dans tout le pays, et les grèves se sont multipliées. L'armée a fini par lâcher cet homme devenu impotent et le pousser dehors. La hiérarchie militaire avait toujours été un soutien indéfectible de Bouteflika. Mais pour tenter de calmer la population, le chef d'état-major Gaïd Salah a fini par « démissionner » Bouteflika le 2 avril. Ce furent bien sûr des explosions de joie dans toute l'Algérie.

Mais la population ne s'est pas laissé duper. Dans de nombreuses villes, des manifestations ont lieu presque tous les jours. Plus de la moitié de la population algérienne a manifesté à un moment ou un autre. De nombreuses grèves ont éclaté dans les entreprises, celles du secteur public comme du privé. Les dirigeants des syndicats, dont le plus important l'UGTA, ont été dénoncés comme complices du système.

Rien ne semble en mesure de faire céder la détermination de la population.

En chassant Bouteflika, l'armée tente d'engager une transition en douceur pour promouvoir d'autres représentants politiques qui auraient l'assentiment de la population. Des élections et assemblée sont annoncées dans quelques mois. Ceux qui sont à la tête de l'Algérie depuis des dizaines d'années sont prêts à ce que tout change à la tête de l'État… pour que rien ne change dans la société. Mais la population n'a aucune confiance et rejette tous les anciens dirigeants de l'époque de Bouteflika, y compris Gaïd Salah. Les manifestants exigent et écrivent sur leurs banderoles et pancartes « Système dégage » ! Que tous ceux, politiciens, capitalistes et militaires qui se sont enrichis et ont dilapidé les richesses de l'Algérie dégagent.

Alors que le pays est riche en hydrocarbures, les services publics se dégradent, les écoles sont surchargées, les hôpitaux sont à l'abandon. L'été dernier, une épidémie de choléra, cette maladie de la pauvreté, a frappé. En même temps, les affairistes siphonnent les recettes du pétrole, du gaz, du BTP ou de l'import-export. Les capitalistes étrangers, les Renault, Total, Sanofi ou Lafarge, ne sont pas en reste, attirés par les ressources du pays et la main-d'œuvre bon marché. La population n'en peut plus du chômage, des salaires à 100 euros, du mépris du pouvoir en place. « Que tous partent ! » exige la population. Des élections sous le contrôle de la population elle-même sont proposées par des manifestants, et une assemblée constituante qui refonderait la constitution, ainsi que le jugement des corrompus.

Des millionnaires très connus se sont enrichis notamment grâce à la corruption des marchés publics. Certains s'apprêtaient à quitter le pays. Ils ont été ramenés et interdits de sortir du territoire.

Quelques enquêtes ont été ouvertes pour corruption et détournement de fonds publics. De nombreux haut cadres de l'armée, en activité ou pensionnés, sont aussi impliqués dans le système de corruption, quelques-uns sont mis en cause par la justice. Le gouvernement de transition et l'état-major, sous la pression de la population qui crie « Ils ont les millions, nous sommes des millions » tentent de lâcher du lest, pour éviter de tous couler avec le « système ».

Les révoltes tunisienne et égyptienne de 2011 furent elles-aussi porteuses de grands espoirs. Bien des protestataires y ont donné leur vie. Pourtant l'espoir des classes populaires de ces deux pays a été trahi. Les riches ont gardé le pouvoir réel. En Égypte, un dictateur a pris la place du précédent. En Algérie même, l'armée peut représenter un danger. Par le passé, elle a montré qu'elle était prête aux pires massacres. Ce fut notamment le cas en octobre 1988, quand les jeunes des quartiers populaires se mobilisèrent et que l'armée en tua plusieurs centaines.

Des intérêts contradictoires se dissimulent derrière l'unanimité des manifestants. La majorité d'entre eux veulent avoir un travail et pouvoir en vivre dignement. Par contre, Des privilégiés, comme le milliardaire Issad Rebrab, patron de Cevital, veulent une plus grande part du butin.

En fait, l'avenir de la situation en Algérie va dépendre de la capacité de la population, et en particulier des travailleurs des grandes entreprises, de maintenir leur mobilisation, de ne pas se laisser tromper par des politiciens bourgeois que l'armée va pousser en avant.

Pour suivre l'actualité en Algérie d'un point de vue communiste révolutionnaire : **https://lutte-ouvriere.org**

Sous le capitalisme, le travail n'est pas la santé

En Belgique, les chercheurs évaluent le nombre de décès dus à des cancers d'origine professionnelle : il y aurait 1850 cas par an. Sur ces 1850, seule une centaine en moyenne sont reconnus, et indemnisés, par le fonds des maladies professionnelles.

Et les cancers ne sont pas la seule cause de mortalité, bien sûr ! Les travailleuses du secteur du nettoyage, par exemple, encourent un risque élevé de mourir de pathologies respiratoires et cardiovasculaires.

Dans la course au profit, la santé des travailleurs compte bien peu.

Maggie a le sourire

Maggie de Block soutient l'initiative « 30 jours sans se plaindre ». Garder le sourire est tellement mieux pour la santé, dit-elle. Cela ne fait pas sourire les patients fibromyalgiques privés de kiné, les malades de longue durée harcelés par leurs mutuelles et menacés de licenciement sans indemnités, les infirmières surmenées, les aides-soignantes à qui elle veut faire faire une partie du travail des infirmières…



Rire c'est bien, mais la bonne humeur de certains peut nuir à notre santé.

Alors, non seulement, plaignons-nous, mais revendiquons, luttons !

Chère santé

Une étude de la mutuelle Solidaris révèle qu'en 2017-2018, les Belges ont payé de leur poche 300 millions d'euros de suppléments d'honoraire chez le médecin, dentiste et kiné, tendance à la hausse. En effet, de plus en plus de médecins spécialistes, de dentistes et de kinés sont « déconventionnés » et ne doivent donc plus se tenir aux tarifs règlementés. Trouver un bon spécialiste conventionné relève de plus en plus de l'impossibilité. Alors, pour bien se faire soigner, il faut savoir payer.

La médecine est un bien collectif. Les hôpitaux qui fonctionnent comme des entreprises, des cabinets privés qui doivent rapporter, les trusts pharmaceutiques qui fonctionnent pour le profit… le capitalisme dans la santé est un cancer mortel.

Rougeole, un fléau du passé toujours présent



Les cas de rougeole ont augmenté depuis le début de l'année : 700 % en Afrique et 300 % en Europe. En 2018, plus de 136 000 personnes sont décédées dans le monde, principalement des enfants. Pourtant, la rougeole pourrait être éliminée si plus de 95 % de la population était vaccinée.

Dans les pays riches, les scandales sanitaires récurrents alimentent une méfiance à l'égard de l'industrie pharmaceutique et de sa recherche effrénée de profits. Mais cette méfiance se reporte trop souvent sur les vaccins, qui sont pourtant sûrs et efficaces.

A cela s'ajoute dans les pays pauvres, le fait que les populations subissent en permanence les effets d'un mauvais accès aux soins.

Aujourd'hui, les progrès médicaux permettraient de résorber bien des épidémies qui frappent l'humanité. Mais pour cela, il ne faudra pas laisser la santé dans les mains du « big pharma ».

Pour les engins de la mort

Le gouvernement mobilise 300 millions d'euros pour préparer la base militaire de Florennes à l'accueil des premiers F-35 qui doivent arriver en 2025. F-35 qui vont coûter au moins 3,8 milliards.

Pour faire la guerre, le gouvernement ne compte pas. Combien d'habitations, d'êtres humains et accessoirement de monuments ancestraux ces avions de la mort vont-ils détruire ? C'est absurde et révoltant !

Pas de justice dans un monde injuste

Le Conseil d'Etat a partiellement annulé l'arrêté royal qui avait permis le retour à l'enfermement en vue de leur expulsion des familles avec enfants, notamment au centre fermé de Steenokkerzeel.

Mais le seul argument que le Conseil d'Etat a fait valoir est celui des nuisances sonores que subiraient les enfants près d'un aéroport. Les renvoyer dans les pays en guerres et/ou réduits à la misère, pas de problème, mais sans bruit, svp.

On n'obtiendra pas d'humanité par les tribunaux de ce système inhumain, c'est le capitalisme même qu'il faut combattre.

Médecin introuvable

Les enseignants d'un groupe d'enfants en classe verte à Vesse-sur-Semois atteints d'une gastro n'ont pas trouvé de médecin dans la région. En fin de compte, une ambulance a dû venir de Libramont, à 40 km de là. Une situation qui aurait pu tourner au drame… mais bien connue par les habitants de la région qui doivent faire des kilomètres pour se faire soigner.

Mais à part ça, il faut limiter les numéros d'Inami, parce qu'il y aurait trop de médecins en Belgique…

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.